

Jolie chambre, ni chère

«Chambre à prix doux, avec accès à une jolie terrasse où l'on peut déguster des croissants achetés à la boulangerie du coin.» Des offres comme celle-là, on en trouve par milliers sur le web. S'il peut être agréable de séjourner chez Marie ou Thomas, cette façon de voyager en pleine progression fait grincer des dents les propriétaires d'hôtels et de gîtes certifiés qui, bureaucratie oblige, doivent louer leurs chambres beaucoup plus cher. D'autant plus que la clientèle de ces «chambres à louer» encourage le travail au noir, souvent sans même s'en rendre compte.



NATHAËLLE MORISSETTE

Affichée récemment sur Airbnb, site internet qui permet aux voyageurs de louer à bon prix pendant un séjour à l'étranger des chambres et des appartements, cette offre trouvera certainement preneur parmi les touristes qui envisagent de visiter Montréal.

«Jolie chambre située dans un édifice typiquement montréalais, à deux pas du métro Laurier sur le Plateau Mont-Royal. Bagels, fruits et café inclus. Prix: 62\$ la nuit.»

Difficile de ne pas sauter sur des chambres qui se louent autour de 60\$ la nuitée, alors que la facture dans plusieurs gîtes grimpe parfois à 150\$.

Comment expliquer que ces endroits qui publient des annonces en ligne parviennent à faire leurs frais en offrant des nuits à des prix si bas? La réponse est simple: contrairement aux résidences de tourisme et gîtes dits «légaux», ils ne sont pas classifiés (les soleils), ne paient pas d'impôts ni de taxes d'hébergement et n'ont pas l'obligation d'offrir un petit-déjeuner digne de ce nom. Il s'agit ici, en fait, d'hébergement illégal.

La popularité de ce type d'hébergement fait que certains établissements certifiés peinent à survivre. «On a une concurrence complètement déloyale!», s'indigne Patryck Thévenard, président de l'Association des gîtes touristiques de Montréal (AGTM) et également propriétaire du gîte Atmosphère, rue Panet, dans l'arrondissement de Ville-Marie. À Montréal seulement, M. Thévenard estime qu'il existait à l'été 2012 quelque 7000 gîtes illégaux contre 120 légaux. Ce phénomène, de plus en plus répandu, touche particulièrement le Plateau Mont-Royal et Ville-Marie. À l'extérieur de la métropole, le Vieux-Québec et les régions du Bas-Saint-Laurent, des Laurentides et de Charlevoix seraient également touchés par le phénomène.

«Si j'affiche mes chambres à 60\$ la nuit, je mets la clé sous la porte, lance sans détour M. Thévenard. Pour être légal, il faut vraiment le vouloir parce que ça coûte très cher.» La preuve, selon le président de l'AGTM, certains propriétaires de B & B légaux – qui croulent sous la paperasse, la réglementation et les différentes taxes à payer – changent leur fusil d'épaule et décident d'exploiter leur gîte dans l'illégalité. «Je ne peux pas les blâmer», admet-il.

Mais l'industrie y perd au change. «Comme [les illégaux font du travail au noir], c'est difficile de voir les pertes



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Dans plusieurs villes, notamment Paris, le phénomène de l'hébergement illégal nuit aux hôteliers et aux établissements légaux, qui peinent à rivaliser avec les prix offerts en ligne.

économiques, souligne Danielle Chayer, vice-présidente et directrice générale de l'Association des hôteliers du Québec (AHQ). Ce qu'on sait, c'est que le taux d'occupation moyen au Québec [67%] n'a pas augmenté au cours des 10 dernières années. Il y a 10 ans, le taux était de 90%. Il y a certainement une tranche de 20% qui pourrait être attribuée à l'hébergement illégal. C'est devenu une pratique commerciale.»

Selon les témoignages recueillis par *La Presse*, les gens qui s'adonnent à cette pratique – et qui s'affichent pour la plupart sur des sites tel Airbnb – le font souvent pour arrondir leurs fins de mois, pour ramasser des fonds en prévision d'un prochain séjour à l'étranger ou encore pour rencontrer des voyageurs de partout dans le monde.

Pour ce qui est de l'aspect illégal de la chose, certains

estiment qu'il serait bien difficile d'enrayer le fléau. Fait à noter, les locateurs trouvés en ligne interrogés à ce sujet ont tous demandé que leur témoignage se fasse dans l'anonymat. «À mon avis, il serait plus stratégique de favoriser l'émergence de cette forme d'hébergement plutôt que de tenter de la faire disparaître», estime une femme qui loue une chambre aux voyageurs dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à Montréal.

LE RÔLE DU CLIENT

Au Québec, comment s'assurer que le lieu d'hébergement où on a réservé fonctionne en toute légalité?

- > Le gîte ou l'hôtel doit être classifié (étoiles ou soleils). Au Québec, tous les hôtels, gîtes, auberges et même les résidences universitaires doivent être classifiés.
- > Tous les lieux d'hébergement classifiés, donc légaux, sont répertoriés sur le site bonjourquebec.com.

Au Québec, selon les associations d'hôteliers, les clients qui choisissent de séjourner dans un gîte illégal encouragent le travail au noir et nuisent à l'industrie hôtelière. La loi change toutefois d'un pays à l'autre. Dans certains endroits, comme aux États-Unis, la classification des lieux d'hébergement est optionnelle.

— Nathaëlle Morissette

UNE CHAMBRE SUR LE PLATEAU

Un appartement meublé sur le Plateau face au parc La Fontaine ou encore sur la sympathique avenue Laurier, voilà ce que recherchent plusieurs touristes qui sont de passage dans la métropole. Et plusieurs résidents du quartier semblent vouloir profiter de la demande, car pendant la saison estivale, quelque 900 gîtes illégaux accueillent des visiteurs, selon le président de l'Association des gîtes touristiques de Montréal (AGTM), Patryck Thévenard. En plus de créer une compétition féroce pour les établissements légaux, la multiplication des chambres et des appartements à louer «au noir» a également un impact sur la disponibilité des logements. Les gens louent à des

visiteurs pour une période de 31 jours ou moins. Résultat: ceux qui sont à la recherche d'un endroit pour vivre de façon permanente peuvent avoir de la difficulté à trouver. «Il y a une perte de contrôle du parc locatif, dit Michel Tanguay, porte-parole de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. On retire des logements du marché.» Les élus de l'arrondissement ont entre les mains une étude réalisée par l'AGTM sur les gîtes illégaux. Impossible pour le moment d'en connaître la teneur. «Il y a eu plusieurs discussions sur le ministère du Tourisme et l'arrondissement à ce sujet», assure M. Tanguay.

— Nathaëlle Morissette